



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2595  
27 avril 2018  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# LUTTE OUVRIÈRE

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**



## Comme les cheminots, osons relever la tête !

**Migrants**  
**Solidarité**  
**contre la loi**  
**scélérate**

page 6

**Dans les entreprises**  
**Réactions**  
**face aux attaques**  
**patronales**

pages 12 à 15



**La Fête de**  
**Lutte ouvrière**

pages 8 et 9



# Comme les cheminots, osons relever la tête!

Près de trois semaines après le début de leur mouvement, les travailleurs de la SNCF restent déterminés, et la grève tient bon. Le 19 avril, ils étaient plus nombreux dans la grève que le 13, n'en déplaise à la direction de la SNCF qui annonce toutes les semaines que la grève recule. Dans les manifestations organisées ce jour-là dans tout le pays, on trouvait, solidaires des cheminots, des jeunes dénonçant la sélection à l'université, des retraités contre la ponction opérée sur leur retraite par la CSG, mais aussi des travailleurs d'autres secteurs du public et du privé.

À Reims, ce sont tous les employés d'un Monoprix qui ont déserté le magasin pour se joindre à la manifestation. À Limoges, des salariés de Legrand ou de l'usine d'emboutissage Steva, menacés de perdre leur emploi, étaient eux aussi dans la rue. Et dans bien d'autres villes beaucoup ont profité de cette journée pour marquer leur solidarité avec les cheminots, mais aussi pour exprimer leur ras-le-bol.

Macron prétend ne pas être le « président des riches », ceux-ci n'ayant pas besoin d'un président pour les défendre, ajoute-t-il. C'est vrai! La bourgeoisie, aux commandes dans cette société, n'a pas besoin d'un président mais d'un serviteur, qui la seconde dans la guerre qu'elle mène au monde du travail. Et Macron remplit le rôle à la perfection: des ordonnances de la loi travail en passant par la suppression quasi totale de l'ISF, l'augmentation de la CSG, le régime sec imposé à tout le secteur public, il prend des mesures en faveur de la classe riche.

Macron ose dire qu'il n'y a aucun rapport entre les différents mécontentements qui s'expriment. Mais c'est bien l'ensemble du monde du travail qui a toutes les raisons d'être mécontent! Car la politique de Macron vise en fait tous les travailleurs. Lors d'une visite à Saint-Dié, dans les Vosges, il a fait la leçon à un cheminot en lui expliquant qu'il devait accepter le changement... Un changement vers le pire, bien sûr! D'après lui, les cheminots auraient d'autant moins de raisons d'être contre la suppression du statut qu'elle ne touche que les futurs embauchés.

Dans le monde de la grande bourgeoisie, il va de soi qu'on transmettra sa richesse et sa position sociale en haut de l'échelle à ses enfants, mais les travailleurs devraient accepter que leurs enfants perdent les quelques avantages conquis par leurs aînés? Eh bien, les cheminots refusent

que les générations futures soient condamnées à des emplois au rabais, et c'est tout à leur honneur! Ils s'opposent ainsi à l'avenir que le patronat voudrait imposer à tous les travailleurs, fait de précarité généralisée, de bas salaires et de conditions de travail dégradées.

Macron peut toujours prétendre ne voir « aucun rapport entre les colères », c'est bien là que se trouve l'origine commune de toutes les inquiétudes, de tous les mécontentements. Le retraité qui voit ses revenus baisser sait que cet argent ne servira pas à ce qu'il soit mieux soigné ou à créer des emplois pour ses petits-enfants. Le lycéen qui boucle péniblement son dossier de candidature à la fac sait qu'on lui impose cette mascarade parce que les universités débordent et qu'une partie de la jeunesse sera laissée à la porte faute de place. Les travailleurs menacés de licenciement, ceux qui revendiquent des augmentations de salaire, ceux condamnés aux missions d'intérim ou aux temps partiels imposés, savent qu'ils sont sacrifiés pour la sauvegarde des profits.

Avec son mépris habituel, Macron s'est défendu de ceux qui le contestaient en s'exclamant: « On a pris en France l'habitude de la plainte », ajoutant: « On regarde son petit bout de lopin et on dit "Voilà, moi, on m'a enlevé ça" ». Loin de ne pas savoir regarder plus loin que leur « petit bout de lopin », les cheminots se battent pour ne pas se laisser dépouiller de leurs droits. Ils ont mille fois raison! Avec leur grève, ils ont transformé l'indignation, le dégoût que chaque travailleur peut ressentir individuellement contre ce qu'il subit, en une riposte collective. Loin de se plaindre, ils se battent, et c'est bien ce qui gêne Macron!

Le fait que la grève des cheminots dure, qu'ils s'adressent aux usagers mais aussi à d'autres catégories de travailleurs, est positif pour l'ensemble du monde du travail. Pour tous ceux qui refusent de subir les attaques, la lutte des cheminots incarne une contestation plus large, exprime leur colère. C'est un encouragement pour tous ceux qui veulent redresser la tête.

Alors, faisons tout pour que la grève des cheminots ouvre la voie à un combat plus large, à l'offensive de l'ensemble du monde du travail, nécessaire pour faire reculer le grand patronat et son représentant en chef, Macron!

## Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Premier mai: dans la rue	3
La « fête à Macron »: manifestation et arrière-pensées	3
Hirsch et les hôpitaux	4
Macronneries	4
Migrants: une loi scélérate	6
Col de l'Échelle: réactions contre l'extrême droite	6
Marche solidaire	6
Migrants en Méditerranée	6
Universités: la sélection, c'est toujours non	7
À Nanterre	7

Tolbiac: après l'évacuation, la mobilisation continue	7
Justice: le Palais en déséquilibre	7
Groupe Bolloré: un écueil dans la conquête des ports?	16
Malte: les mafieux et leurs complices	16
Bicentenaire de la naissance de Karl Marx: l'avenir appartient au communisme	16

ENTREPRISES	
SNCF: les grévistes déterminés	5
Air France: pour les 6%	12
Vente-privée.com: grève victorieuse	12
CHU - Angers: 8 <sup>e</sup> jour de grève	12
CAF - Nancy	12
Daunat - Laon: cheminots solidaires des salariés	13

Auchan	13
Nettoyage EDF - Nanterre: soixante jours de grève	13
PSA: Tavarès récompensé par les actionnaires	13
Capso - Saint-Omer: nouvelle grève des éboueurs	14
RATP - Bodyguard: scandale de la sous-traitance	14
Versailles: c'est pas la vie de château!	14
Logifare - Moselle: en grève	15

Neuhauser - Moselle: coup de colère	15
DANS LE MONDE	
Guerre au Yémen: le silence complice des puissants	10
France - Syrie: les dictateurs et leurs commanditaires	10
Tunisie: les enseignants en grève	11
Rwanda: l'État français a du sang sur les mains	11
Corée du Sud: les salariés du luxe se défendent	11
Wall street: traders et milliardaires	11
LA FÊTE	
Le programme	8-9



## Premier mai : dans la rue !

Les manifestations de cheminots, agents de la fonction publique, salariés du privé, retraités, étudiants, se succèdent, montrant que la colère face à Macron ne faiblit pas. Dans les milieux populaires et chez les jeunes, ce sentiment est largement partagé.

Entre deux journées de mobilisation, le mardi 1<sup>er</sup> mai vient fort à propos fournir aux travailleurs une occasion de plus de manifester contre les attaques à feu nourri de l'équipe Macron, et contre l'arrogance du président des riches.

Depuis que les dirigeants de l'Internationale ouvrière l'ont proclamé en 1889 journée de lutte des prolétaires de tous les pays, le Premier mai est une date importante pour les travailleurs. Férié ou non, avec ou sans

autorisation des pouvoirs publics, le Premier mai leur permet d'affirmer la nécessité de lutter pour défendre leurs droits.

Il permet aussi d'affirmer la communauté d'intérêts des travailleurs à l'échelle internationale, qu'ils aient ou non un emploi, qu'ils vivent dans leur pays ou qu'ils aient dû le quitter, chassés par la misère et les guerres.

Car c'est sur toute la planète que les possédants défendent leurs privilèges et passent à l'attaque pour en



Le 1er mai 2017, à Istanbul.

avoir toujours plus. Partout, les capitalistes et les pouvoirs politiques à leur service tentent d'imposer la baisse du niveau de vie, la précarité. Là où ils existent, les services publics utiles à la population

font les frais de leur rapacité.

Partout les possédants défendent leurs intérêts de classe. Aux travailleurs d'affirmer les leurs : le 1<sup>er</sup> mai en est l'occasion.

Viviane Lafont

**Lutte ouvrière appelle à participer aux manifestations qui auront lieu dans les différentes villes. À Paris, le rendez-vous est à 14h30, place de la Bastille.**

### À lire :

## Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers

Mai-juin 1968 a été la plus vaste grève générale que le pays ait connue. Les jeunes travailleurs de toute une génération se sont politisés. Ils découvraient la force extraordinaire de leur classe. Alors que le drapeau rouge et *L'Internationale* tenaient le haut du pavé, une partie de ces jeunes se tournaient vers les idées révolutionnaires.

Acteurs de cette explosion sociale, plusieurs dizaines d'entre eux, militants du groupe trotskyste Voix ouvrière, ancrés de Lutte ouvrière, témoignent ici. D'Arlette Laguiller, employée au Crédit Lyonnais, à Paul Palacio, ouvrier à Renault-Billancourt; de Georges Kvaratskhava, ouvrier à Peugeot Sochaux, à Danielle Riché, aide-chimiste à Rhône-Poulenc; à d'Antonio Vasconcelos, électricien sur le chantier de Jussieu à Paris, à Anne-MarieLaflorentie, ouvrière dans une scierie du Tarn-et-Garonne, ces militants ouvriers racontent leur grève de mai-juin 1968.

Contre les patrons, contre le pouvoir gaulliste, et souvent malgré les appareils de la CGT et du PCF.

Elles et ils avaient alors 18, 20 ou 30 ans. Mai-juin 1968 a contribué à forger leurs convictions communistes et révolutionnaires. Cinquante ans après, toutes et tous les ont gardées intactes.

**Parution le 19 mai. Le livre sera en vente à la fête de Lutte ouvrière, sur notre site et auprès de nos camarades. Édité par Lutte ouvrière. Prix : 18 euros.**



## La "Fête à Macron" : manifestation et arrière-pensées

Le 5 mai, à l'initiative de François Ruffin, député d'Amiens affilié à la France insoumise, et de l'économiste Frédéric Lordon, ex-animateur du mouvement Nuit debout, une manifestation nationale pour « faire la fête à Macron » aura lieu à Paris.

Ses initiateurs la placent dans le cadre de la grève des cheminots et des autres mouvements de travailleurs, qu'ils prétendent soutenir. Mais ils ont d'autres objectifs. Tout en appelant à la solidarité avec les luttes des travailleurs, tout en dénonçant la politique antiouvrière du gouvernement, leur arrière-pensée à peine voilée est de s'imposer comme les représentants politiques naturels de la contestation.

Chacun des protagonistes a sa propre vision de la chose. Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon ou Pierre Laurent du PCF sont à la fois alliés et concurrents. D'ailleurs, les uns ont reproché à Mélenchon de la jouer solo et celui-ci leur a retourné qu'il ne voulait pas d'un cartel d'organisations. Mais, s'ils se querellent, ils usent tous du même stratagème pour recycler les mêmes vieilles tromperies politiciennes dites « de gauche ».

« Il faut offrir un

débouché politique à la contestation », disent-ils en chœur. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Que tous les travailleurs attendent les prochaines élections européennes pour revoter pour ces dirigeants politiques, alors que ceux-ci ont déjà été au pouvoir ou ont soutenu des gouvernements qui ont mené des politiques tout aussi antiouvrières que celle de Macron ?

Bien des travailleurs qui manifestent et font grève en ce moment, de la SNCF et des autres entreprises, doivent se rappeler que la dernière fois qu'ils étaient dans la rue c'était contre la loi El Khomri du gouvernement de François Hollande, une équipe à laquelle Hamon a participé et qui a été soutenue à des époques diverses

par Mélenchon et Laurent. Et, de ce point de vue, que l'égo de Mélenchon s'impose à celui de ses rivaux ou au contraire que ces derniers réussissent à lui imposer un cadre unitaire, qu'est-ce que cela changera, puisqu'ils ont tous trempé dans les mêmes politiques et proposent tous d'y retremper ?

Il n'y a rien à attendre de ces politiciens bourgeois, même s'ils jurent qu'ils sont du côté du peuple, si ce n'est de nouvelles tromperies et de nouvelles déceptions pour les classes populaires. Le débouché politique, pour reprendre ce terme, ne pourra venir que des travailleurs eux-mêmes, de leurs mobilisations et de leur organisation collective démocratique. Une telle force serait la seule perspective politique porteuse d'espoir pour les exploités. Nous n'en sommes pas là. Mais ce n'est pas une raison pour se laisser abuser une nouvelle fois par les vieux bateleurs de foire.

Pierre Royan

### Dans les médias

Notre camarade Nathalie Arthaud sera invitée

- mardi 1<sup>er</sup> mai sur France 2 à partir de 7h35 dans l'émission Les 4 Vérités  
- jeudi 3 mai sur CNews

de 19 h à 19 h 45 dans l'émission Punchline de Laurence Ferrari.

Attention, la programmation de ces émissions peut être modifiée indépendamment de notre volonté.



# Hirsch et les hôpitaux : une question d'organisation, vous dis-je !



Manifestation contre le plan Hirsch à Paris en 2015.

**Le personnel des hôpitaux éprouve « un sentiment qui va de la lassitude à la souffrance », reconnaissait il y a un mois le directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), Martin Hirsch. Quelle a dû être la colère de ce même personnel à entendre ou lire ce même Hirsch, interviewé le 24 avril sur France Inter !**

« C'est une question d'organisation », rétorquait en effet le haut fonctionnaire à l'évocation des problèmes cruciaux, Urgences au bord de l'explosion, personnel au bord de l'épuisement, services d'hospitalisation au bord de la saturation.

Car le malaise, qu'il ne peut pas ne pas reconnaître, provient selon lui des transformations subies par l'hôpital, du modèle de management « vieille école » avec lequel les 100 000 membres du personnel des 39 établissements de l'AP-HP, pour ne parler que d'eux, ne parviennent pas à rompre pour « travailler en équipe » et « faire preuve de plus de souplesse », voilà ce qu'ose diagnostiquer Hirsch. Bien sûr, concède-t-il, il existe bien une « tension économique », une augmentation du nombre de patients et

donc de la « productivité », puisque 2 % de malades supplémentaires sont, toujours selon lui, soignés avec les mêmes effectifs.

Avec les mêmes effectifs ? Mensonge sur toute la ligne, puisque, entre 2015 et 2017, vingt-deux mille postes ont été supprimés sur l'ensemble du pays, d'après les syndicats, pour parvenir à économiser. Mais cela reste avant tout une question d'organisation, pas un problème d'argent, réitère le directeur de l'AP-HP. À tous les niveaux. Au niveau des Urgences, pour lesquelles Philippe Juvin, chef de service des Urgences de l'hôpital Georges-Pompidou appelle à un « plan de combat », il conviendra, selon Hirsch, de « se parler, de réorganiser les temps collectifs », ce qui permettrait d'éviter

40 % d'erreurs médicales, de bâtir un espace commun hôpital/ville. Du personnel supplémentaire ? On n'en parle pas plus côté Hirsch que côté Macron, son mentor en matière de conseil en réorganisation. Et quand il déclare que « les infirmiers doivent pouvoir progresser dans leurs tâches », c'est là encore à moyens constants, donc purement démagogique.

Reconnaissant du bout des lèvres un problème de financement, lorsqu'il a été question des personnes âgées dépendantes, Hirsch a suivi ses patrons du gouvernement en approuvant l'idée d'une deuxième « journée de solidarité », autrement dit de travail gratuit pour les salariés.

Une bonne idée pour s'attirer la colère de tous ceux qui, dans les hôpitaux de l'AP-HP, subissent depuis deux ans les effets dévastateurs du plan Hirsch, c'est-à-dire de sa politique de réorganisation du temps de travail, visant à faire des économies au détriment du personnel !

Viviane Lafont

## Manifeste contre l'antisémitisme : lutter contre tous les racismes !

L'appel lancé entre autres par l'ancien directeur de *Charlie Hebdo*, Philippe Val, « contre le nouvel antisémitisme » a reçu la signature de nombreuses personnalités, dont des hommes politiques comme Nicolas Sarkozy, Manuel Valls, Laurent Wauquiez ou Éric Ciotti.

Si certains autres signataires, artistes ou écrivains, n'ont probablement été motivés que par l'horreur qu'ils éprouvent devant des crimes antisémites, il reste que cet appel, qui cible uniquement la population musulmane, est une opération

politique.

La montée de l'antisémitisme est certes une réalité, et pas seulement dans les quartiers populaires où grandit l'influence de l'islam. La Hongrie catholique vient de confirmer un antisémite notoire

au pouvoir. Comme toute forme de racisme, il affaiblit la conscience des travailleurs, pour qui le seul antagonisme devrait être celui qui les oppose au patronat et à ses serviteurs politiques. Cet antisémitisme se traduit aujourd'hui par des actes monstrueux. L'histoire a montré jusqu'où pouvait aller cette abomination lorsque la classe dominante en fait une politique. Mais ce n'est certainement pas en faisant résonner une petite musique opposant juifs et

## Macronneries

### À Saint-Dié...

À Saint-Dié-des-Vosges, mercredi 18 avril, Macron s'est heurté à des cheminots en colère venus défendre leurs revendications. Ensuite, la promenade en centre-ville a tourné à l'altercation permanente, malgré le cortège présidentiel et la police : retraités mécontents de l'augmentation de la CSG, étudiants refusant la sélection à l'université, gens révoltés par la situation dans les Ehpad ou par l'expulsion des zadistes de Notre-Dame-des-Landes...

Face aux manifestants en colère, la réponse a été : « Si je cède sur les 80 km/h, si je cède aux cheminots qui râlent, puis sur Notre-Dame-des-Landes, alors demain c'est fini, on ne tient plus rien. » Raison de plus pour continuer de protester !

### ...et en Amérique

Son voyage officiel aux États-Unis est l'occasion pour Macron de se mettre en scène et de prendre la pose de dirigeant de stature internationale. Les médias français se prêtent si complaisamment à ce cinéma qu'on croirait Macron visitant Hollywood plutôt que Washington.

En dehors des amabilités de circonstance devant les caméras, Trump et Macron vont certainement discuter plus concrètement de certains sujets qui importent aux grands bourgeois de leurs pays respectifs. La mise en place de tarifs douaniers protectionnistes ou le partage des marchés au Moyen-Orient sont certainement des points où les intérêts

des grands groupes capitalistes français et américains sont en partie divergents. En conséquence, les positions politiques des États, et des présidents qui les défendent, divergent aussi.

Macron peut bien prétendre qu'il parle d'égal à égal avec le président américain. En réalité, le puissant impérialisme américain fera ce qu'il voudra, et le petit impérialisme français ce qu'il pourra.

### Cocoricouac

Au lendemain des représailles contre la Syrie, Macron avait qualifié, en toute modestie, l'opération de « parfaitement conduite, comme très peu d'armées au monde sont capables de le faire ». En bon VPR de Dassault et de la filiale d'Airbus MBDA, il espérait faire la promotion des Rafale et des tout nouveaux missiles de croisière auprès d'éventuels clients, l'Arabie saoudite, l'Égypte ou l'Inde.

Las ! les véritables performances de l'armée ont fuité et, loin de faire carton plein, les ratés ont été nombreux. Deux des trois frégates auraient été incapables de lancer les missiles de croisière, et un Rafale a dû larguer un missile d'une valeur de 850 000 euros en mer parce qu'il n'avait pas pu tirer. La ministre des Armées Florence Parly a refusé de commenter ces informations, arguant du secret-défense.

Ils devraient essayer l'exportation de farces et attrapes : c'est rigolo aussi, mais moins cher et beaucoup moins dangereux.



Dans les jardins de la Maison Blanche : un chêne planté par deux glands.

musulmans que l'on combattra ces idées rétrogrades.

Cet appel, d'autant plus qu'il est signé par des hommes politiques qui ont mené des politiques répressives contre les immigrés ou en sont de chauds partisans, risque de contribuer à renforcer, dans les cités et les quartiers populaires, l'antisémitisme qu'il prétend

combattre.

Le seul combat efficace contre ce cancer qu'est l'antisémitisme est celui mené contre toutes les formes de racisme, pour l'unité des travailleurs, pour en finir avec ce monde d'oppression qui ne cesse d'alimenter les préjugés et l'obscurantisme.

Daniel Mescla



## SNCF : les grévistes déterminés

Le Premier ministre, Edouard Philippe, a accepté d'entamer directement des discussions avec les organisations syndicales le 7 mai. Ce n'est en aucun cas le commencement d'un recul, mais c'est l'aveu qu'il est aujourd'hui dans l'incapacité de mettre fin au mouvement de grève des cheminots. Après trois semaines, celui-ci reste solide et déterminé.

La presse et la direction de la SNCF ont tenté la désinformation en parlant d'un essoufflement de la grève le 18 avril. Mais elles prenaient leurs désirs pour des réalités, car dès le lendemain, jour de la manifestation interprofessionnelle, d'après les chiffres de la SNCF, le nombre de grévistes remontait même au-dessus de la semaine précédente.

Les 23 et 24 avril, nouvelles journées dans le calendrier syndical de deux jours sur cinq, le nombre de grévistes, restait important, en particulier chez les conducteurs avec 63,4% de grévistes, et plus d'un contrôleur sur deux. À l'exécution (hors maîtrise et encadrement), 27% des cheminots étaient en grève à l'échelle nationale et plus de 50% dans plusieurs régions.

La proportion de cheminots dans le mouvement est en réalité encore bien plus

large : dans de nombreux secteurs, des cheminots choisissent de ne participer qu'à certaines journées parmi celles du calendrier. Mais les mêmes se sentent partie prenante du mouvement et seront à nouveau grévistes.

Autre signe de vitalité du mouvement : il n'y a eu aucun découragement face aux déclarations de Macron, Philippe ou Pepy. Au contraire, leurs mensonges indignent. Il en va de même des annonces gouvernementales concernant la filialisation du fret, ou le prétendu « sac à dos social » en cas de transfert de cheminots au privé : cela achève de convaincre qu'en cas de défaite, les attaques frapperaient tout le monde et très rapidement. La détermination à poursuivre le combat est donc intacte et à la hauteur de l'attaque.

Le gouvernement peut sans doute multiplier les



À Paris, dans la manifestation interprofessionnelle du 19 avril.

déclarations et gesticulations, mais pas les trains en circulation... car ce sont les travailleurs, et eux seuls, qui les font rouler.

Les cheminots ont réussi depuis trois semaines à construire un mouvement qui pose problème au gouvernement, ce conseil d'administration de la

bourgeoisie. D'une part sur le plan économique, car de nombreux patrons se plaignent : les uns de perte des clients, d'autres du retard de leurs salariés, d'autres encore des ruptures d'approvisionnement par fret ferroviaire. Mais le problème du gouvernement est aussi et surtout sur le plan

politique : une fraction du monde du travail, présente à l'échelle du pays, tient tête fièrement et montre qu'il est possible de résister.

Il est donc vital de maintenir et de renforcer cette mobilisation pour faire barrage aux attaques patronales.

**Christian Bernac**

## Échos du mouvement

### Nantes

La manifestation interprofessionnelle du 19 avril a été un succès, regroupant plus de 5 000 manifestants du public et du privé, et des jeunes.

Plusieurs centaines de cheminots, venus en cortège de la gare, avec sifflets, slogans, torches et banderoles ont pris la tête de la manifestation, l'ont animée et menée de bout en bout avec slogans, chansons anti-Macron et aussi l'Internationale. La grève a été reconduite à l'unanimité. Le 23, après un débat sur la suite à donner au mouvement, reconductible ou calendrier, l'assemblée générale interservices s'est prononcée à une très large majorité pour continuer sur le calendrier. Le moral ne faiblit pas, car à chaque AG de nouvelles têtes apparaissent, et les actions renforcent le moral comme l'accrochage d'une immense banderole sur un poste d'aiguillage.

### Lyon

Dans la région lyonnaise les trains ont toujours autant de mal à rouler, en

particulier les TER. Des conducteurs non-grévistes sont mis en formation, à la réserve ou en repos, y compris en dehors des jours de grève, faute de trains.

C'est que l'entretien est désorganisé : les trains ne sont pas rentrés, pas contrôlés.

Ce n'est pas mieux pour le fret. Ainsi le transporteur des eaux d'Évian s'est plaint que son train reste bloqué en raison de la grève. Cela affecte aussi le transport des automobiles, des produits chimiques, du sable pour les verreries...

L'annonce de la filialisation du fret n'a découragé personne au triage de Sibelin, près de Lyon. Au contraire, cela a convaincu les travailleurs de la nécessité de continuer à se battre : lundi soir 23 avril, ils étaient 60 au piquet de grève, dont une quinzaine venus d'autres sites pour les soutenir.

### Ateliers TGV de Villeneuve Saint-Georges

Les 18 et 19 avril, les taux de grévistes se sont

maintenus à la hauteur des journées précédentes, avec 32 et 35% de grévistes. Depuis la semaine précédente, un groupe d'une dizaine de grévistes prévoit palettes, casse-croûte et café pour le piquet de grève. Les effectifs au piquet ont doublé avec 50 à 60 grévistes. Les discussions vont bon train près du feu et il y a de l'ambiance. Une banderole a été suspendue bien en vue : « Réforme SNCF, tous concernés, usagers cheminots et vous salariés ». Un tract aux usagers signé « l'assemblée de grévistes » a été voté, rédigé puis distribué le 23, ce qui a permis de constater le bon accueil!

### Trappes

Lundi 23 au matin, pour la première fois depuis le début du mouvement, une assemblée générale a eu lieu au matériel. Une douzaine de grévistes a d'abord tourné avec un tract pour inviter les collègues qui n'étaient pas en grève ce jour-là. Et à l'heure dite, l'atelier s'est subitement vidé. L'assemblée a rassemblé une soixantaine de cheminots. Ceux qui étaient en bleu ce matin-là

avaient fait d'autres journées de grève. Il y a eu de nombreuses interventions : qu'ils fassent ou pas toutes les journées, tous sont partie prenante du mouvement!

### Les grévistes envahissent la direction du fret

Lundi 23 après-midi, était organisée une manifestation à la direction du fret à Clichy en banlieue parisienne. 150 à 200 cheminots ont convergé des différentes gares parisiennes et ateliers, pour envahir le bâtiment. Slogans, chants révolutionnaires comme l'Internationale, torches et prises de parole sur la terrasse, il y avait de l'ambiance! L'alarme incendie s'est déclenchée plusieurs fois : pour protester contre l'incendiaire Macron?

### Orléans Les Aubrais

Dès 7 heures le 24 avril, plus d'une quarantaine de cheminots se sont retrouvés avec une quarantaine d'autres salariés pour une

opération péage gratuit à Orléans Nord avec de nombreuses pancartes : « Pierre Coppey, PDG de Vinci ne paye pas le TGV, les cheminots, en grève, vous offrez l'autoroute. » À un gradé de la gendarmerie, arrivé sur le tard, qui demandait le nom du responsable, un des cheminots a répondu : « C'est Monsieur Macron! »

### Ateliers TGV de Châtillon

Le 18 avril, l'ensemble des cheminots grévistes est allé défendre deux camarades du nettoyage d'ONET menacés de licenciement. La pression des 50 présents a fait stopper les menaces du directeur d'ONET.

Le 19 avril, le nombre de participants à l'AG est monté à 80 cheminots. La discussion a été fournie sur les moyens de renforcer la mobilisation. Les initiatives s'organisent : diffusion de tracts, caisses de grève, barbecue. Des travailleurs de Carrefour Market ont proposé de donner le bon d'achat qu'ils ont obtenu par la grève en soutien aux cheminots grévistes.



# Migrants : une loi scélérate

Dimanche 22 avril, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi asile-immigration en première lecture. Cette loi va encore aggraver les conditions d'accueil des migrants.

Sous prétexte d'accélérer les demandes d'asile, le délai de recours en cas de refus est ramené d'un mois à quinze jours. Des réfugiés ne sachant pas parler français devront ainsi élaborer un dossier en un temps record, ils devront chercher un avocat, trouver de nouvelles pièces pour étayer leur demande dans un pays qu'ils ne connaissent pas. C'est mission impossible pour les immigrés les plus démunis!

A contrario, le délai pour les maintenir en centre de rétention est porté à 90 jours au lieu de 45, car l'administration veut se donner les moyens d'expulser le maximum de migrants et pour cela il lui faut du temps. Et pour aller plus loin dans l'abjection, le projet confirme le maintien en rétention des enfants.

La presse a accordé une large place aux tiraillements au sein du groupe

La République en Marche. Finalement il n'y a eu qu'un seul député macroniste pour voter contre la loi, seize se contentant de s'abstenir. Cet unique député s'est d'ailleurs retiré du groupe pour éviter son exclusion.

Les autres parlementaires se sont satisfaits à bon compte d'un amendement établissant que porter secours à un migrant « sans contrepartie » n'est plus automatiquement considéré comme un délit!

Loin d'être supprimé, le délit de solidarité est maintenu et tous ceux qui aident les migrants sont toujours passibles de prison.

Ce n'est pas une surprise pour ceux qui se sont mobilisés contre cette loi. Ils n'attendaient rien du vote à l'Assemblée où ils savaient que les simples sentiments d'humanité n'avaient aucune chance de se faire entendre.

**Aline Urbain**



La traversée solidaire partie d'Italie le 23 avril.

## Col de l'Échelle : réactions contre l'extrême droite xénophobe

Au col de l'Échelle, dans les Hautes-Alpes, des militants d'extrême droite ont déployé samedi 21 et dimanche 22 avril une banderole hostile aux migrants.

Cherchant à faire parler d'eux à l'occasion du vote à l'Assemblée nationale du projet de loi asile et immigration, des membres de Génération identitaire venus de plusieurs pays se sont rassemblés à ce col où, avec du grillage de chantier et des pieux, ils ont reconstitué un poste frontière. Ils ont annoncé leur intention de surveiller le passage d'éventuels migrants à l'aide de deux hélicoptères loués.

Pendant une grande partie de la journée, Gérard Collomb, le ministre de l'Intérieur, est resté totalement silencieux. Il s'est finalement contenté de dénoncer les gesticulations de ces nazillons sans envoyer les

policiers, nombreux dans la région, pour les déloger. Ce ministre n'a pas la même retenue quand il s'agit de s'en prendre à des personnes qui viennent en aide aux migrants.

Sur place, la population, elle, s'est indignée. Un rassemblement spontané a eu lieu devant le refuge de Briançon. L'association Tous migrants a dénoncé « l'ignominie de cette organisation et tous les appels à la haine et au racisme. » Lundi 23 avril, alors que les militants d'extrême droite redescendaient du col, une contre-manifestation, appelée « traversée solidaire », composée de 300 ou 400 manifestants désireux réagir contre l'extrême

droite et aider les migrants, est partie de Clavière en Italie et a traversé le col de Montgenèvre, traversant les pistes de ski. Cette fois les gendarmes étaient là nombreux pour leur barrer la route. La manifestation a quand même réussi à passer et à rejoindre Briançon. Mais six manifestants ont été arrêtés et placés en garde à vue.

Non seulement le gouvernement a laissé parader une poignée d'activistes d'extrême droite, mais en plus il cède à la pression en annonçant l'envoi d'un escadron de gendarmes et d'une demi-compagnie de CRS ainsi qu'un renforcement des contrôles autour de Briançon. Heureusement, ceux qui ont témoigné leur solidarité avec les migrants ont bien l'intention de continuer.

**Antoine Ferrer**

### Loi MIGRANTS : Collomb en mal d'inspiration



## Marche solidaire

Pour sensibiliser la population sur le sort indigne que l'État impose aux réfugiés, une marche solidaire est organisée à travers le pays par l'association L'auberge des migrants, en lien avec la Roya Citoyenne, des relais locaux, citoyens, associations et collectifs de ceux qui leur viennent en aide. Cette marche a aussi pour objectif la collecte de fonds et l'encouragement à la collecte des biens nécessaires

aux migrants (vêtements, chaussures, couvertures, ...). Elle partira de Vintimille le 30 avril et se terminera à Calais le 7 juillet, et éventuellement à Douvres le 8 juillet. Elle comporte 60 étapes, et passe notamment par Nice, Marseille, Lyon, Dijon, Paris et Lille.

Dans leur communiqué, ces associations demandent la liberté de circulation et d'établissement des migrants en Europe et

en France, l'ouverture de centres d'accueil, la fin du délit de solidarité et des entraves au travail des femmes et des hommes qui viennent en aide aux migrants.

**Lutte Ouvrière invite tous ceux qui sont révoltés par cette ignominie à soutenir cette initiative lors du passage de la marche dans leur région. (Voir le site : <https://www.laubergedesmigrants.fr/fr/la-marche-citoyenne/>).**

## Migrants en Méditerranée : pour un enfant sauvé...

Mercy, la chanson en course pour l'Eurovision 2018, est le nom d'une enfant née en mars 2017 à bord de l'Aquarius. C'est l'un des seuls navires humanitaires venant au secours des migrants qui tentent de rejoindre l'Europe par la mer.

Alors qu'elle était enceinte de Mercy, sa mère a fui le Nigeria avec son compagnon, contraints de laisser sur place un enfant de 17 ans avec l'espoir qu'il les

rejoindrait plus tard. Elle s'est retrouvée à bord d'un bateau gonflable, secourue en pleine mer et accouchant à son arrivée dans le port de Catane, en Sicile. Son

histoire, semblable à celles de bien d'autres femmes, serait passée inaperçue sans la présence d'un journaliste ce jour-là, à bord de l'Aquarius.

Depuis treize mois, la mère et la fille vivent dans le plus grand camp officiel de réfugiés en Europe, situé en Sicile sur une ancienne base de l'OTAN. Il était, il y a peu encore, aux mains

de mafias y organisant des réseaux de traite d'êtres humains et de prostitution, avant que les autorités italiennes ne reprennent sa gestion en main.

Mercy et sa mère viennent seulement d'obtenir un permis de séjour de deux ans en Italie. Cela ne signifie en rien qu'elles soient tirées d'affaire. Mais

cette histoire illustre toute l'ignominie de la politique des États européens. Jamais avarés de déclarations légalisatrices sur l'importance d'accueillir dignement les réfugiés, ils laissent le plus longtemps possible les migrants parvenus jusqu'ici croupir dans des camps sordides au sud de l'Europe.

**Gilles Boti**



# Universités : la sélection, c'est toujours non

**La mobilisation se poursuit dans de nombreuses universités contre la loi ORE (orientation et réussite des étudiants) et le nouveau système de répartition des bacheliers dans les universités, Parcoursup.**

Cette réforme aggravera la sélection à l'entrée de l'université, car les dossiers des lycéens seront désormais classés par les universités; et comme le nombre de places est insuffisant, ceux qui seront mal classés finiront par être refusés. Le manque de places à l'université n'est pas un problème nouveau, mais il va en s'aggravant: selon les derniers chiffres du ministère, 810 000 lycéens se sont inscrits sur Parcoursup, contre 760 000 en 2017 sur l'ancienne plate-forme APB. Pour ces 50 000 jeunes supplémentaires, la ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé l'ouverture de 20 000 nouvelles places. Même si cela se vérifiait, ce serait très insuffisant. Mais de toute façon, pour l'instant, la ministre s'est contentée d'avancer le chiffre de 13 millions d'euros pour

les financer (environ 0,06% du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche), sans s'engager à rien en termes de création de locaux et de postes d'enseignants et de personnels administratifs.

Depuis plusieurs semaines, des assemblées générales et rassemblements ont lieu dans de nombreuses universités du pays, pour réclamer le retrait de la loi ORE et l'augmentation des moyens dans les universités. Si le mouvement reste pour l'instant minoritaire et ne suit pas le même rythme partout, la journée d'action du 19 avril a marqué un progrès, avec des cortèges étudiants plus nombreux que lors des manifestations précédentes. À Paris, Lyon ou encore Rennes, ils formaient des groupes dynamiques aux côtés de ceux des cheminots en grève. Le

mouvement a même touché des écoles sélectives, comme Sciences Po Paris, l'école qui a formé Macron, occupée pendant quelques jours. Du côté des enseignants aussi, nombreux sont ceux qui s'opposent à la loi et dénoncent le manque de moyens et d'effectifs; certains refusent d'effectuer le classement des candidatures et se joignent à la mobilisation étudiante.

Le gouvernement, tout en envoyant CRS et gendarmes évacuer violemment plusieurs sites occupés, espère que les vacances et l'approche des examens feront faiblir la mobilisation. Mais ces manœuvres n'entament pas la détermination des étudiants mobilisés, qui cherchent à étendre le mouvement dans la perspective des manifestations du 1<sup>er</sup> mai et de la journée de grève appelée par plusieurs syndicats dans l'Éducation nationale le 3 mai.

**Claire Dunois**

## À Nanterre

Depuis l'intervention policière sur le campus lundi 9 avril, qui a suscité la colère et l'engagement de nombreux étudiants, enseignants et administratifs, la mobilisation ne faiblit pas sur le campus de Nanterre. Jeudi 19 avril, il y avait 1 500 étudiants et membres du personnel à l'assemblée générale. Beaucoup font le lien entre la loi ORE, restreignant l'accès à l'université,

et la politique de diminution des budgets alloués à l'enseignement supérieur depuis des années, comme à tous les services publics. La précarisation du personnel (100 000 heures de vacation par an soit environ 520 postes d'enseignants en poste fixe, sur Nanterre), la dégradation des conditions de travail et d'étude de tous y sont quotidiennement dénoncées.

Pour faire entendre cette colère, la seule perspective est de renforcer la mobilisation sur le campus, et se montrer le plus nombreux possible. Le succès de la manifestation du 19 avril, avec un cortège dynamique de 300 étudiants et membres du personnel, a donné à tous l'envie de remettre cela au retour des vacances.

**Correspondant LO**



Devant l'université de Tolbiac le 20 avril.

## Tolbiac : après l'évacuation, la mobilisation continue

**À l'université Paris 1, le site Pierre Mendès-France (communément appelé Tolbiac) a été évacué vendredi 20 avril après plus de trois semaines d'occupation par les étudiants protestant contre la sélection à l'entrée de l'université.**

Depuis mercredi 11 avril, et le communiqué du président annonçant qu'il avait demandé à la préfecture d'intervenir à Tolbiac, le mouvement était rythmé par les rumeurs successives d'évacuation imminente.

Jeudi 19, une assemblée générale a encore réuni près de 300 personnes malgré l'approche des vacances et des examens, avant un départ collectif pour aller manifester aux côtés des cheminots et des autres étudiants mobilisés. La manifestation, dynamique et enthousiaste, avec les plus grands cortèges étudiants depuis le début de la mobilisation contre la loi ORE, a marqué les esprits.

C'est le lendemain matin vers 5 heures que les CRS sont intervenus pour évacuer les occupants de Tolbiac. Plusieurs centaines de CRS, complètement harnachés, boucliers et matraques en main, ont envahi l'université. Ils ont distribué les coups, envoyant plusieurs étudiants à l'hôpital, et interpellant un étudiant.

La presse s'est alors fait le relais des mensonges de la présidence de l'Université, montrant des images du prétendu capharnaüm dont les étudiants auraient été à l'origine. En réalité les portes éventrées étaient

intactes... jusqu'à l'intervention des CRS, le matériel vidéo tant évoqué a pour l'essentiel été remis à l'administration par les occupants eux-mêmes, et quant aux tags, ils n'avaient pas attendu la mobilisation pour fleurir régulièrement sur les murs de Tolbiac.

Quant aux faits de prostitution et de trafic de drogue évoqués à la télévision par le président de l'université, ils n'étaient que le fruit de sa propre imagination. Les étudiants et le personnel qui s'organisent depuis des semaines pour que tout se passe au mieux à Tolbiac en ont été indignés.

Après l'évacuation vendredi 20 avril, des centaines d'étudiants, d'enseignants, de militants, et même de cheminots, se sont retrouvés devant l'université. À 12h puis à 18h, des prises de parole ont eu lieu, dénonçant l'intervention policière et les réformes du gouvernement. Toute l'après-midi, plusieurs centaines d'étudiants de Paris 1 ont manifesté, semant la police bien démunie face aux jeunes déterminés. Le message était clair: ce n'est pas parce que Tolbiac est évacué que le gouvernement en a fini avec la mobilisation étudiante.

**Correspondant LO**

## Justice : le Palais en déséquilibre

**Le nouveau palais de Justice de Paris, énorme construction en bordure du périphérique nord, a ouvert ses portes.**

Cet empilement de trois immenses caisses posées l'une sur l'autre, de 38 étages et 160 mètres de haut, se voit de fort loin et revient extrêmement cher. En effet, pour le financer, le ministère de la Justice et l'État ont décidé de recourir à un PPP, un partenariat public-privé.

C'est donc Bouygues qui a pris en charge la construction et qui assurera ensuite l'entretien et la maintenance. Cela coûtera au total 2,3 milliards

d'euros. L'État va verser 86 millions par an à Bouygues jusqu'à l'année 2044, beaucoup plus cher que s'il avait pris directement en charge la construction. Et par ailleurs, le ministère manque d'argent, comme le montrent l'état lamentable du tribunal de Bobigny et celui, désastreux, des prisons.

Ce PPP est loin d'être le seul. D'autres tribunaux



-celui de Caen-, des hôpitaux, la ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux, y ont eu recours, au point que la Cour des comptes recommande maintenant de renoncer aux PPP qui ruinent l'État.

Mais c'est aussi une façon d'enrichir le grand patronat...

**André Victor**





# Fête de Lutte ouvrière

## 19 - 20 - 21 mai à Presles (Val-d'Oise)

### Une Fête communiste, révolutionnaire et internationaliste

La Fête annuelle de Lutte ouvrière se tiendra dans un parc boisé à Presles. Ce sera un temps de détente, avec ses amis ou en famille. La Fête permettra pendant trois jours, devant les stands, à l'occasion des débats,

de se renseigner, prendre parti, argumenter sur les moyens de combattre cette société injuste. La Fête sera aussi l'occasion de discuter de la grève des cheminots, de faire état de la lutte des autres catégories de

travailleurs qui se défendent. Discuter de ces grèves et des problèmes du monde ouvrier est primordial. La Fête le permettra, tout en offrant un moment de gaîté et de fraternité.



### Meetings de Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15 heures

### Cinéma

Le jeune Karl Marx de Raoul Peck • Le Caire confidentiel de Tarik Saleh • 120 battements par minute de Robin Campillo • Une famille syrienne de Philippe Van Leeuw • Out de György Kristóf • Un homme intègre de Mohammad Rasoulof • L'autre côté de l'espoir de Aki Kaurismäki • À mon âge je me cache encore pour fumer de Rayhana Obermeyer • Makala de Emmanuel Gras • Corporate de Nicolas Silhol • I am not your negro de Raoul Peck • Mémoires

d'un condamné de Sylvestre Meinze • IVG 40 ans après de Yves Campagna, Jean-François Raynaud • Le fond de l'air est rouge de Chris Marker • Des bobines et des hommes de Charlotte Pouch • Les sentinelles de Pierre Pezerat • Une journée dans la classe de Sophie de Jean-Marc Thérin et Claire Lebrun • URSS 1918-1920, documentaires soviétiques de divers réalisateurs • Des documentaires sur Mai 68 • Cinéma en plein air dimanche soir

### Au Grand Podium

#### Samedi

- 14h30 Hawa Sow and the Soul Seeders, musique soul
- 17h Les Yeux d'la Tête, chanson française, swing
- 20h15 R.I.C. Roots Intention Crew, ragga dancehall, show plein de couleurs

#### Dimanche

- 14h30 Aälma Dili, musique balkan western
- 16h15 La Compagnie Jolie Môme, À contre courant, spectacle chanté, chansons contestataires
- 20h30 Soviet Suprem,

musique festive, hip hop tzigane, cumba des Balkans

#### Lundi

- 13h30 Ali Amran, pop-rock aux accents berbères
- 17h15 The Moonlight Swampers, reprises rock



Soviet Suprem.

### Au Théâtre de verdure

- Chutney, retour des sixties
- BB Clan, rock celtique
- Urbain Lambert, blues, blue grass et country francophones

- La troupe Les Moyens du Bord, nouvel opéra déjanté
- N'Bee'Sweet men, musique haïtienne
- Jef Sicard, jazz aux rythmes cubains

### Mai-juin 68

1968, en France et dans le monde, sera à l'honneur. Expositions, débats, films

et publications lui seront consacrés. Sera aussi présenté le nouveau livre de

témoignages, édité par Lutte Ouvrière: *Mai-juin 1968, souvenirs de militants ouvriers.*



#### Expositions

- Le Mai 68 de Gérald Bloncourt: exposition photos d'un témoin engagé
- Mai 68, une explosion sociale
- 1968 dans le monde



Maître des lieux, enfin ! ... Toute la fierté de ce travailleur immigré sur la chaîne arrêtée... - RENAULT-BILLANCOURT - MAI 1968

Exposition: **photographies de la collection Michel Lefebvre**

### 1917, images d'une révolution



### Le Parcours dans les arbres

Parcours aérien d'accrobranche, où les aventuriers doivent se déplacer d'arbre en arbre, à plusieurs mètres de hauteur. Pont de planchettes, de lianes, tyroliennes, filets, passerelles...

Circuit homologué, sous le contrôle de moniteurs

diplômés.

Pour les mineurs, présence d'un parent obligatoire afin de remplir une autorisation parentale.

Activité accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum). Tarif: 4 euros

### Les cartes et bons

Il y a tout intérêt à acheter la carte d'entrée à l'avance. Achetée maintenant, elle ne coûte que 15 euros. Sur place, elle sera vendue 20 euros.

Cartes et bons d'achat (4 euros pour une valeur de 5 euros) sont disponibles

auprès de nos camarades, sur le site Internet de la Fête, ou bien par courrier accompagné d'un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière

Fête de Lutte ouvrière  
BP 20029  
93501 Pantin Cedex

Programme, informations pratiques, commande de cartes et bons

## fete.lutte-ouvriere.org



### Le Village médiéval

#### Métiers et artisans

Ateliers et échoppes animés par des spécialistes du Moyen Âge: la forge médiévale, la calligraphie, la vannerie, le travail du bois, les instruments de musique, l'hygiène et les soins du corps, les artisans autour du fil, le four à pain...

#### Théâtre

- **Le Vilain mire**, fabliau du 13<sup>e</sup> siècle adapté pour le théâtre
- **Meurtre au château**, polar médiéval

#### Animations

Conférences, présentation

d'armes d'hast, escrime ancienne, démonstrations de combats en armure, jongleurs, danseurs, conteurs, les diseurs de poèmes médiévaux et les Voleurs de feu... et concert de musique folk celtique d'inspiration médiévale.



### Les débats au chapiteau Karl Marx

- **William Blanc**: sur la série *Game of Thrones*
- **Julien Chuzeville** pour son livre *Un court moment révolutionnaire. La création du Parti communiste en France*
- **Marie-Laure Dufresne-Castets et Pascal Moussy** pour leur ouvrage *La lutte des classes au tribunal*
- **Jacques Legall (LO)** pour

son livre *Quand la révolution ébranlait le monde*

- **Combat Ouvrier**: le scandale sanitaire, social et écologique du chlordécone aux Antilles
- **Claude Guillon** pour le livre *Jacques Roux, le curé rouge* de Walter Markow
- **Présentation de la réédition du livre**

*Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale* d'Alfred Rosmer

- **Jean-Jacques Marie** pour ses ouvrages: *Les femmes dans la révolution russe* et *Les bolcheviks par eux-mêmes*
- **Éliane Viennot**: comment la langue française est devenue un instrument de domination de classe et sexiste

### Au chapiteau scientifique

#### samedi

- **David Fossé**, journaliste scientifique à *Ciel et Espace*: exoplanètes par milliers hors du système solaire
- **Alban Orsini**, auteur de *Merci pour ce diabète!*
- **Pauline Zarrouk**, astrophysicienne: matière noire, énergie noire
- **Marc-André Selosse**, professeur au Muséum national d'histoire naturelle: les microbes qui construisent les plantes, les animaux et les civilisations
- **Hervé Dole**, astrophysicien: balade en images dans l'univers

#### dimanche

- **Vincent Lebon**, chercheur au CEA: lire dans le cerveau grâce à l'imagerie médicale
- **François Costard**, géologue: à la recherche de la vie sur Mars
- **Jean-Michel Graciès**, médecin et chercheur: la maladie de Parkinson
- **Jean-Paul Demoule**, archéologue: la révolution néolithique
- **Amaëlle Landais**, glaciologue et climatologue: les glaces de l'Antarctique et du Groënland
- **Stéphane Bortzmeyer**,

informaticien: la surveillance d'Internet

- **Alain Chedotal**, neurobiologiste: les images en 3D du cerveau du fœtus humain

#### lundi

- **Michel Kreutzer**, éthologue: à quoi pensent les animaux
- **Pascal Depaepe**, préhistorien et archéologue: pourquoi l'homme de Neandertal a-t-il disparu?
- **Christophe Lavelle**, biophysicien: gastronomie moléculaire
- **Dominique de Vienne**, généticien: comment la matière devient vivante

### Carrousel de la connaissance



#### Féminin/masculin # Combattons l'exploitation

Spectacle audiovisuel de 45 minutes.

Le nombre impressionnant de femmes qui révèlent les agressions sexistes témoigne de la persistance de rapports de domination et d'oppression entre hommes et femmes.

Certains tentent toujours d'expliquer, si ce n'est de justifier, cette domination par

le fait que la nature doterait les femmes de douceur et de faiblesse et les hommes de détermination et de force.

Il n'en est rien! Le sexe biologique ne suffit pas à faire une femme ou un homme, c'est l'organisation sociale et la culture qui construisent et formatent le féminin et le masculin. Les relations sociales entre hommes et femmes ont une histoire qui s'inscrit dans l'histoire des sociétés. Elles changeront avec elles.

### L'Arboretum

Cinq promenades commentées, gratuites, chacune d'environ 50 minutes: L'arbre, quel être étonnant! • Les arbres voyageurs - L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • 10 arbres, 10 histoires.

**Ateliers au pavillon de l'Arboretum**: le bois, les graines, le bois à bois, dégustation de boissons d'arbre...

**Exposition**: les arbres remarquables

### Préhisto Park

#### Conférences

- **Jean-Luc Piel-Desruisseaux**, préhistorien: la préhistoire et ses grandes innovations, les Vénus préhistoriques
- **Olivier Blin**, architecte-archéologue: la céramique à l'époque préhistorique
- **Philippe Lorquet**, archéologue: le fer, des étoiles jusqu'au haut-fourneau
- **Sylviane Mathieu**, archéologue: la métallurgie à l'époque préhistorique
- **Jean-Paul Demoule**, ancien directeur de l'INRAP: l'histoire de l'archéologie
- **Jacques Pélegrin**, chercheur au CNRS: la taille des outils en pierre à la fin de la préhistoire

#### Reconstitutions

- Un bas-fourneau en fonctionnement: pour comprendre les débuts de la sidérurgie.
- Un chantier de fouilles archéologiques
- Un tipi préhistorique

#### Ateliers et démonstrations

- Cuisine: cuire des aliments de façon préhistorique
- Initiation aux fouilles archéologiques
- Art: tagger et graver les parois
- Feu: sans briquet ni allumettes, l'art du forgeron

#### Mini-conférences

- Tissage • Cro-Magnon • Ötzi, l'homme des glaces • Neandertal, une autre humanité • L'évolution humaine

### Et aussi, de la danse, des rires et des chansons...





# Guerre au Yémen : le silence complice des puissances impérialistes

Des dizaines de personnes assistant à un mariage ont été tuées, d'autres blessées, le 22 avril, au Yémen, dans la province de Hajja, au nord-ouest de la capitale Sanaa, dans des raids aériens opérés par l'Arabie saoudite. Selon Médecins sans frontières, l'hôpital qu'ils soutiennent à Hajja a admis 63 blessés, dont des enfants. Ces raids sont « parmi les plus dévastateurs dans la région ces derniers mois » a déclaré l'ONG.

Ces morts s'ajoutent à la longue liste des 10 000 victimes de la guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen. Les bombardements qu'elle opère touchent des hôpitaux, des écoles, des lieux fréquentés par des civils. À cela s'ajoutent l'épidémie de choléra et la famine aggravées par le blocus imposé par le régime saoudien.

Voilà trois ans que l'Arabie saoudite a lancé l'opération Tempête décisive, avec la bénédiction des puissances impérialistes, des États-Unis d'abord, mais aussi de la Grande-Bretagne et de la France. Dans sa lutte pour s'affirmer comme puissance régionale, l'Arabie saoudite veut en effet garder le contrôle sur un pays qu'elle considère comme sa chasse gardée depuis longtemps. Mais, bien que seule à disposer d'une aviation, elle s'enlise dans ce conflit meurtrier contre les différentes factions, ex-alliées des Saoudiens, milices soutenues

par l'Iran, groupes armés sans obédience...

Les civils yéménites continuent donc de mourir sous des bombes fabriquées dans les pays impérialistes. Dès 2015, en effet, États-Unis, Grande-Bretagne et France ont fourni des armes et des aides en matière de renseignement à l'Arabie

saoudite, et continuent de le faire. La France qui vient de recevoir en grande pompe le prince héritier saoudien Mohamed ben Salman, est accusée selon un récent rapport commandé par des ONG françaises d'exporter des « matériels militaires (...) sans garantie publique que leur utilisation finale soit strictement encadrée (...) », ce qui est le moins qu'on puisse dire.

Les puissances impérialistes, si promptes à condamner la barbarie de Bachar el-Assad en Syrie, sont complices des actes tout aussi barbares commis par leur allié de longue date.

Aline Rétesse



## Tunisie : les enseignants en grève

Depuis mardi 17 avril, les enseignants du secondaire sont en grève dans plusieurs villes de Tunisie. Ils ont massivement cessé les cours à l'appel de la Fédération de l'enseignement de l'UGTT et ont manifesté devant les délégations régionales de l'enseignement.

Leurs revendications concernent la revalorisation des primes, la possibilité de partir en retraite à 55 ans au lieu de 60 ans minimum, mais aussi l'amélioration de leurs conditions de travail. Ils dénoncent la vétusté des établissements scolaires et le manque de matériel, qu'ils doivent parfois fournir eux-mêmes. Deux journées de grève avaient déjà été très suivies en février et en mars, sans autre réaction du gouvernement que des menaces. Mais la détermination des professeurs

est intacte, et leur colère est à l'image de celle accumulée dans le reste de la population.

En janvier dernier, des manifestations avaient eu lieu dans de nombreuses villes sur la côte et dans le centre du pays pour protester contre le chômage et les hausses des prix. Ces luttes avaient été déclenchées à la suite de l'annonce de la loi de finances et des mesures d'austérité consécutives : économies dans les services publics, privatisations, augmentation de la TVA et

d'autres impôts, hausse des prix du gaz, de l'électricité et de produits alimentaires de base.

Le gouvernement d'alliance du parti de droite Nidaa Tounès et du parti islamiste Ennahda applique servilement les injonctions de la Banque mondiale et du FMI, et compte faire payer la population pour que les banques touchent leurs intérêts et que les capitalistes occidentaux comme la bourgeoisie tunisienne puissent faire leurs affaires comme devant.

La population laborieuse – chômeurs, employés des services publics, ouvriers – ne pourra compter que sur ses luttes pour arracher de quoi vivre dignement.

Gaëlle Régent



Chirac remet la Légion d'honneur à Bachar el Assad.

## France-Syrie : les dictateurs et leurs commanditaires

Bachar el Assad a renvoyé sa Légion d'honneur alors que le gouvernement français avait entamé une procédure pour le déchoir de son titre de commandeur.

Le dictateur syrien serait devenu indigne de porter la rosette, pourtant arborée par bien d'autres, dictateurs et serviteurs de la France, militaires tortionnaires, capitalistes empoisonneurs, marchands d'armes fauteurs de guerre, assassins galonnés et ganaches tricolores.

Cette dégradation est un nouvel épisode des relations variables entre la France et la Syrie. Celles-ci dépendent de beaucoup de choses, depuis la situation au Liban, détaché de la Syrie pour en faire un protectorat français, jusqu'aux différents intérêts financiers en jeu. Seuls n'entrent pas en ligne de compte la vie du peuple syrien et la façon dont s'exerce le pouvoir des dictateurs.

Ainsi, pour ne pas remonter plus loin, la France soupçonna en 1981 la Syrie d'Hafez el-Assad d'être pour quelque chose dans l'assassinat de son ambassadeur au Liban et, au-delà, dans la guerre civile qui ravageait ce pays. Sous Mitterrand, les relations devinrent donc très fraîches. Puis, la situation au Liban se stabilisant sous l'égide de la famille Hariri, amie de Chirac, celui-ci reçut Assad fils à l'Élysée.

À l'occasion de l'accession au pouvoir de Bachar, à la mort de son père en 2001, Chirac le décora de la Légion d'honneur et l'assura de « l'indestructible amitié franco-syrienne ».

Hariri père, président libanais mais aussi milliardaire saoudien, fut assassiné en 2005. Les services syriens étant soupçonnés, Chirac mit un terme à l'amitié indestructible... jusqu'à ce que Sarkozy la rétablisse. Bachar el Assad, dépeint pour l'occasion en garant de la stabilité du Moyen-Orient et surtout client potentiel, fut invité en grande pompe à l'Élysée puis au défilé du 14 juillet 2008.

Mais le dictateur s'avéra indocile et chercha d'autres alliances. Aussi la France, sous l'égide cette fois-ci de Sarkozy puis de Hollande, s'empressa à partir de 2011 d'armer les opposants syriens, djihadistes ou non, avec le résultat que l'on sait.

Aujourd'hui, Macron envoie ses missiles, ratche la Légion d'honneur... et parle encore une fois de solution politique. Mais ne vaudrait-il pas mieux qu'une fois pour toutes l'impérialisme français cesse de se mêler des affaires du Moyen-Orient ?

Paul Galois

### Lisez Lutte de classe,

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 191 (avril 2018) :

- La lutte des cheminots est celle de tous les travailleurs
- Une reprise en trompe-l'œil, et une vraie politique antiouvrière
- Macron à la chasse aux sans-papiers
- Protectionnisme : une arme des capitalistes dans la concurrence, un piège pour les travailleurs
- Mai 68, le courant trotskyste et la question du parti révolutionnaire
- Élections en Italie : un recul social et politique

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro.



# Rwanda : l'État français a du sang sur les mains

**Vingt-quatre ans après le génocide du Rwanda, et malgré quelques articles parus dans la presse, le voile est encore loin d'être levé sur les responsabilités des autorités françaises dans ce massacre qui fit un million de morts.**

Le génocide organisé à partir d'avril 1994 par l'État rwandais contre les Tutsis et les opposants au régime ne fut pas le fruit d'une explosion de haine soudaine. Au contraire, la dictature en place avait préparé ces massacres depuis des mois, voire des années, à travers une propagande raciste systématique et en organisant des milices armées pour tuer.

Mais pour le gouvernement français de l'époque, où Balladur était le Premier ministre de Mitterrand, Juppé le ministre des Affaires étrangères et auquel participaient aussi Villepin et Sarkozy, il fallait soutenir le pouvoir en place.

Depuis 1974, la France avait remplacé la Belgique comme puissance tutélaire du Rwanda. L'armée rwandaise fut alors formée, équipée et soutenue par l'armée française.

À partir de la fin des années 1980, la dictature de Juvénal Habyarimana fut ébranlée par la lutte armée du Front patriotique rwandais (FPR), représentant l'opposition et en particulier les membres de l'ethnie tutsi réfugiés à l'étranger. Pour se maintenir au pouvoir, le régime s'appuyant sur l'ethnie hutu renforça sa démagogie antitutsis, propageant un racisme haineux. La France accompagna cette évolution. Elle ne pouvait pas méconnaître les massacres, qui commencèrent dès 1993, parallèlement à l'avancée du FPR dans le pays.

Le 6 avril 1994, l'attentat contre l'avion d'Habyarimana déclencha le coup d'État des plus extrémistes du régime et le génocide. Les militaires et les conseillers français étaient sur place. C'est même dans les salons de l'ambassade de France que fut formé ce nouveau gouvernement génocidaire. L'armée française laissa faire les massacres, dont ils avaient formé et armé les coupables.

Le pouvoir français tenait à soutenir jusqu'au bout son allié, car il voyait dans une victoire du FPR un succès pour les Anglo-Saxons, selon les termes en usage chez les gouvernants. C'est par souci de défendre son influence et donc les profits de ses capitalistes qu'il se fit le complice de ce génocide.

Quand la victoire du FPR devint évidente, Mitterrand

et Balladur décidèrent d'envoyer encore des soldats pour protéger les génocidaires, en leur permettant de fuir vers le Zaïre voisin. Ce fut l'opération Turquoise. Les miliciens, les ministres, bourgmestres et autres bourreaux furent évacués au milieu de foules hutus apeurées par une propagande leur présentant l'arrivée du FPR comme leur mort certaine. Des camps de réfugiés dirigés par des génocidaires armés virent le jour au Kivu. Cela aboutit à une déstabilisation de la région et à une guerre qui dure depuis et qui a fait des millions de morts. Depuis toutes ces années, les gouvernements successifs en France n'ont eu de cesse de nier leur rôle et leurs responsabilités.

Dans le livre *La fin du silence*, écrit récemment par un ancien officier français sur sa participation à l'opération Turquoise, celui-ci raconte comment l'armée a continué à armer les génocidaires en les protégeant. Il évoque aussi comment des officiers ont empêché des soldats de venir au secours de réfugiés tutsis pourchassés. Mais il ne fait là que revenir sur des épisodes qui ont été largement connus, certes pas grâce aux autorités françaises.

Un journal comme *Le Monde* s'est servi de ce livre pour feindre de vouloir faire la lumière sur la politique menée à l'époque. En 1994, ce même journal niait l'existence d'un génocide et reprenait toute la propagande du gouvernement français, y compris dans sa version raciste, consistant à assimiler le génocide à une guerre entre ethnies rivales. Tout comme il est vrai la majorité de la presse française d'alors, *Le Monde* justifiait l'opération Turquoise, renvoyant dos à dos les génocidaires et le FPR, comparé au régime khmer rouge, alors que pas un mot n'était écrit contre la dictature extrémiste de Kigali. Quand ce journal feint de découvrir, au bout de vingt-quatre ans, que « le rôle de la France, (...) est loin d'avoir été clair pendant les massacres », il est bien représentatif de la façon dont les hommes de la bourgeoisie française voudraient continuer à cacher leurs responsabilités.

**Marion Ajar**



Un soldat français escortant les soldats hutus en fuite au Zaïre après le génocide.

## Corée du Sud : les salariés du luxe se défendent

Le soir du 14 avril, environ 300 employés de Chanel se sont rassemblés dans la capitale de la Corée du Sud, à la Séoul Station Plaza pour protester contre leurs conditions de travail, demander des augmentations de salaire et une réduction du temps de travail.

Dans les luxueux points de vente, les vendeuses touchent des salaires le plus souvent inférieurs au salaire minimum officiel, qui est de 7530 wons, c'est-à-dire 5,8 euros de l'heure. Les horaires de travail sont supérieurs à 10 heures par jour et 12 heures le week-end, les jours fériés sont quasi inexistantes. Les vendeuses doivent travailler

avec des chaussures à talons hauts, ce qui, 10 à 12 heures par jour, relève de la torture.

La contestation touche également d'autres marques du luxe, comme Estée Lauder ou L'Oréal, où les conditions de travail et salaires sont identiques. Différentes actions, comme des grèves partielles, ont été mises en place depuis fin mars, et depuis le 6 avril les employées protestent en refusant de travailler avec maquillage, vernis à ongle, coiffure soignée et chaussures à talons hauts... et viennent au travail en T-shirt et jean.

Le capital du groupe Chanel appartient à 100 % aux frères Wertheimer, dont la fortune était évaluée à

plus de 21 milliards d'euros en 2016, ce qui les classait 6<sup>e</sup> fortune de France. Chanel refuse de publier le moindre chiffre sur ses résultats, mais un document publié en août dernier montrait que, cette même année, les deux frères s'étaient attribué 3,4 milliards d'euros de dividendes, presque les deux tiers du chiffre d'affaires de Chanel, quatre fois ce que l'entreprise déclarait comme bénéfice.

Des ouvriers des usines Chanel de l'Oise aux vendeuses des magasins de Séoul, une même exploitation relie les travailleurs.

**Antoine Ferrer**

## Wall street : traders et milliardaires

En 2017, les traders de la Bourse de New York ont reçu 31,4 milliards de dollars de primes, presque le record de 2006, à la veille de la crise bancaire. Leur nombre étant de 177 000, cela représente en moyenne 185 000 dollars par trader. Mais cela va du besogneux, qui gagne tout juste son burger du midi, aux vedettes de Goldman Sachs, dont les bonus dépassent allègrement les 20 millions.

Ces traders sont les petites mains de la spéculation, qui aident les grands bourgeois à empocher des centaines de milliards sur le dos des travailleurs du monde entier. À côté de cela,

ces 31,4 milliards de primes ne sont pas grand-chose, juste une façon de dire: Bon

travail, les gars, gardez la monnaie.

**Vincent Gelas**





## Air France : contre le chantage, pour les 6 %

Mardi 24 était le onzième jour de grève à Air France pour une augmentation unique de 6 %. Si la mobilisation a un peu fléchi par rapport aux journées précédentes, un quart des avions n'ont quand même pas pu décoller.

L'intersyndicale avait appelé à se rassembler au siège d'Air France à Roissy, et il y avait là quelques centaines de salariés, surtout des pilotes, hôtesses et stewards, mais aussi des ouvriers de la DGI, des employés du Fret et des bureaux.

Cette journée arrivait après le nouvel échec de la direction à faire signer aux syndicats un accord salarial inacceptable. En effet, alors que les travailleurs réclament 6 % d'augmentation pour leurs salaires gelés depuis sept ans, la direction présente comme une avancée de lâcher 2 % pour

2018 (au lieu du 1 % qu'elle annonçait en février) et 5 % sur les trois ans à venir... si elle juge les résultats d'Air France suffisants. Le tout assorti d'une clause antigreve!

On ne sait pas si la CFDT et la CGC ont signé cela, mais cela ne surprendrait guère car ces deux syndicats avaient déjà approuvé le seul 1 % de hausse en février. En tout cas, faute d'avoir pu faire signer une majorité de syndicats, le président du groupe Air France-KLM, Janiillac, a décidé d'organiser un référendum parmi le personnel. Un référendum pour

ou contre cet accord qui se déroulera du 26 avril au 4 mai. Et d'annoncer qu'en cas de victoire du non, il démissionnera.

Depuis cette annonce, il n'est pas rare d'entendre dans les ateliers ou ailleurs des commentaires du genre: «*Que ce soit ce PDG ou un autre, tous s'en prennent à nous. Alors que Janiillac s'en aille, cela ne me fait ni chaud ni froid.*»

Mercredi 25 avril, l'intersyndicale (qui réunit les dix principaux syndicats d'Air France) a sorti un tract appelant à voter non. Cela fait écho à ce que pensent beaucoup de salariés de la compagnie, y compris ceux qui ne font pas grève: 1 %, cela ne faisait pas le compte, 2 % non plus, ce qu'il faut c'est 6 %.

**Correspondant LO**

## CHU – Angers : 8<sup>e</sup> jour de grève



Contre le plan d'économies, les grévistes du CHU d'Angers ont fait signer des pétitions à l'entrée principale de l'hôpital mardi 10 avril. Plusieurs centaines de travailleurs se sont relayés toute la journée, et ils ont été très bien accueillis par les patients et leur famille.

Pour la suite, l'assemblée générale a décidé de se joindre à la journée nationale de grève et de manifestations du 19 avril. Pour gagner, les salariés de la Santé ont bien conscience que leur lutte ne doit pas rester isolée.

Jeudi 19 avril, ils étaient près de 200 à manifester dans les rues d'Angers, aux côtés des 200 autres salariés de l'hôpital psychiatrique du Cesame et de Cholet, et de ceux de l'Ehpad Saint-Nicolas. Au total, avec près de 2 500 personnes, la manifestation a été une réussite.

L'après-midi se tenait au CHU un nouveau comité technique d'établissement, auquel CGT, FO et SUD n'ont pas participé, car la direction campe toujours sur ses positions en expliquant qu'elle ne peut rien à des décisions nationales.

Les grévistes ont reconduit une journée de grève pour mardi 24 avril, journée marquée par une rencontre nationale entre les différentes délégations d'hôpitaux en lutte et par un pique-nique associant des cheminots en grève.

**Correspondant LO**

## Vente-privée.com : grève victorieuse

Les salariés de Vente-privée.com, le site de vente en ligne à prix discount, se sont mis en grève depuis le 18 avril pour obtenir une hausse de leur participation. Celle-ci qui était de 3 000 euros en 2014 allait être de 200 euros en 2018.

Ils dénoncent aussi les mauvaises conditions de travail et «*les revalorisations faméliques des salaires*». Les sites d'Île-de-France (Saint-Denis, Le Blanc-Mesnil et Mitry-Mory), le dépôt de l'Ain et ceux de Lyon ont été bloqués. La grève a été largement suivie par près de la moitié des 3 000 salariés et a largement ralenti l'activité de l'entreprise malgré la tentative de la direction de faire appel à des intérimaires, avant que, le 21 avril, la police

ne débloque les accès des sites.

Vente-privée.com, fondée en 2000, pionnière dans le domaine du commerce en ligne et symbole d'une prétendue New Economy, avait même eu droit à la visite d'Emmanuel Macron en 2016 pour l'inauguration d'un de ses sites. C'est une entreprise florissante qui se développe à l'étranger en rachetant des concurrents et annonce un chiffre d'affaires de 3,3 milliards d'euros à l'échelle mondiale. La

première proposition salariale de la direction a été une prime de 400 euros pour pouvoir acheter des produits de l'entreprise à prix soldés... C'était bien sûr largement insuffisant et, devant la détermination des grévistes, la direction a finalement été contrainte d'accorder une prime de participation de 900 euros dont un bon d'achat de 300 euros et le paiement de deux jours de grève sur quatre.

Les salariés ont gagné et ce n'est que justice, car l'argent gagné par Vente-privée.com, c'est uniquement leur travail qui le fait rentrer dans les caisses du patron.

**Cédric Duval**



## CAF – Nancy : les salariés empêchent un mauvais coup

Sous prétexte de se mettre en conformité avec le Code du travail, la direction de la CAF de Meurthe-et-Moselle a dénoncé le protocole régissant les horaires de travail, afin d'y introduire le badgeage sur poste.

Il s'agissait de ne plus faire badger les salariés à l'entrée du bâtiment, mais seulement une fois arrivés sur leur poste de travail, après avoir allumé leur ordinateur et s'être connectés à une badgeuse virtuelle.

Dans un premier temps,

la direction envisageait même d'obliger les salariés à débadger lors des pauses! En tout cas, cela ouvrait la possibilité de les contrôler étroitement... et surtout de récupérer des milliers d'heures de travail! Selon un calcul des syndicats, cela

aurait représenté facilement une heure non payée par semaine, soit l'équivalent de six jours de travail supplémentaire par an! De discussion en discussion, tous ont fini par se convaincre qu'il fallait résister d'une manière ou d'une autre.

Car la direction l'affirmait clairement, l'objectif était de récupérer du temps de travail supplémentaire, en vue de satisfaire aux obligations de suppressions de postes imposées par l'État.

Lors d'une réunion d'information organisée le 6 avril par la direction, près de 150 agents ont assommé le sous-directeur de questions. Ses réponses ne convainquaient personne et faisaient même s'esclaffer l'assemblée lorsqu'il a évoqué le «*coût d'entretien trop élevé des badgeuses*».

Encouragés par la colère qui s'était exprimée, une cinquantaine de salariés se sont rassemblés dès la semaine suivante pour une

assemblée générale sur une heure de grève. Il a été décidé d'organiser des actions chaque semaine pour maintenir la pression.

Finalement, à la veille de la première action envisagée, la directrice annulait son projet qui «*suscite un fort sentiment d'incompréhension ou de tension*». Cette annonce a été perçue par tous comme étant une victoire obtenue grâce à la mobilisation collective.

**Correspondant LO**



## Daunat – Laon : cheminots solidaires des salariés

Treize salariés qui assuraient le nettoyage de nuit de l'usine Daunat de Laon (fabricant de sandwiches et salades) ont reçu la semaine dernière une convocation pour un entretien préalable à un licenciement pour faute grave, après avoir fait grève dix jours.

Alors que la grève commençait à s'étendre aux secteurs de production, la direction a isolé les grévistes en arrêtant l'usine.

Les entretiens devaient commencer le 24 avril, mais les grévistes avaient déjà obtenu le soutien d'un certain nombre de leurs camarades de travail, qui ont signé une pétition. Quelques-uns ont rencontré la direction pour lui dire leur désaccord. Les grévistes ont aussi distribué un tract dans la ville, dénonçant ces menaces de licenciement comme une atteinte au droit de grève, et ils se sont adressés aux salariés d'un autre site Daunat



à Arras, où ils ont obtenu une centaine de nouvelles signatures.

Lundi 23 avril, après leur assemblée générale, les cheminots ont installé leur barbe devant Daunat, pour montrer leur solidarité face à ce patron. La rencontre a été chaleureuse, d'autant que les cheminots voient cette vengeance de patron comme une annonce de ce que le patronat veut imposer aux travailleurs si l'ensemble du monde du travail ne se défend pas.

Cette entreprise de 270 salariés appartient au groupe Norac en pleine

expansion et dont le chiffre d'affaires atteint les 100 millions d'euros. Il est composé de dix filiales dans la boulangerie, pâtisserie, plats cuisinés et sandwiches, possède en tout vingt-et-un sites de production et emploie plus de 3000 personnes.

La direction de Daunat n'admet pas de voir son pouvoir contesté par treize de ses salariés et d'avoir dû s'engager à verser une prime de 70 euros brut par mois pendant trois mois suite à la grève. Une action était prévue mercredi 25 avril pour poursuivre la lutte.

**Correspondant LO**

## Nettoyage EDF – Nanterre : soixante jours de grève



Les salariés du nettoyage de la société La Providence du site d'EDF à Nanterre sont en grève depuis le 22 février. Cela a fait soixante jours le lundi 23 avril !

Les travailleurs, dont beaucoup sont à temps partiel non choisi, demandaient depuis des années des heures supplémentaires dans leur contrat de travail, sans obtenir une seule heure de plus. Quand la direction de La Providence a fait venir début janvier des nouveaux salariés et que certains ont eu un temps plein, cela a mis le feu aux poudres. Les dix grévistes ont revendiqué également

des reclassements, car leur classification, au bas de l'échelle, n'a pas bougé depuis plus de vingt-cinq ans !

Sur ces bases-là, la grève s'est installée dans la durée devant le refus de céder du patron de La Providence. Dans la huitième semaine de grève, on a fini par entrevoir la possibilité d'un accord acceptable par les grévistes, mais le lendemain on apprenait que le délégué du personnel, chef d'équipe

et gréviste, était convoqué pour une demande de licenciement ! Cela n'a fait que renforcer la détermination des grévistes.

Ceux-ci sont allés à la manifestation parisienne le jeudi 19 avril, et y ont reçu de nombreuses marques de sympathie et du soutien financier dans leur caisse de grève en carton. Par ailleurs, ils ont distribué un tract avec le lien vers la caisse de grève : [www.leetchi.com/c/caisse-de-greve-nettoyage](http://www.leetchi.com/c/caisse-de-greve-nettoyage)

Comme le dit une des chansons qu'ils se passent en boucle, « on lâche rien » !

**Correspondant LO**

## PSA : Tavarès récompensé par les actionnaires

Réunis en conseil d'administration, les actionnaires du groupe PSA, dont ses trois principaux, la famille Peugeot, le groupe Dongfeng et l'État par l'intermédiaire de la BPI (Banque publique d'investissement), ont voté l'attribution d'une prime d'un million d'euros à leur PDG Carlos Tavarès, pour le féliciter de son rôle dans « la performance exceptionnelle de PSA ».

Ils ont également récompensé sa mise en œuvre en cent jours de l'opération de rachat d'Opel par PSA et des 3700 suppressions d'emplois en Allemagne d'ici 2020. Car c'est bien d'une prime à la casse de l'emploi qu'il s'agit, comme le dénoncent les militants des syndicats CGT du groupe PSA.

Tavarès est à la tête de PSA depuis trois ans. Il a été recruté avec un salaire annuel d'embauche de 5,24 millions d'euros, alors que le groupe était déclaré en quasi-faillite. Depuis, plus de 25 000 emplois en CDI ont été supprimés dans le groupe et

PSA a déclaré en 2017 un bénéfice de 1,9 milliard d'euros, en hausse de 11 % par rapport à 2016. Aujourd'hui, des milliers d'emplois sont supprimés chez Opel et les suppressions d'effectifs continuent chez PSA. Et Tavarès va recevoir un million d'euros en prime, ce qui fera monter sa rémunération annuelle 2017 à 6,7 millions d'euros, soit 18350 euros pour chaque jour de l'année, dimanches et jours fériés compris, l'équivalent d'un an de salaire d'un ouvrier.

Sur le premier trimestre 2018, le chiffre d'affaires du groupe a fait un bond de 42,1 %. Et tous ces chiffres record sont obtenus parce que des emplois sont supprimés par milliers et du fait d'une organisation infernale sur les chaînes de production qui épuisent les ouvriers.

C'est tout cela qui motive le cadeau octroyé par les actionnaires à Tavarès. C'est une sale prime à un serviteur des patrons, acquise avec la sueur et la peau des ouvriers.

**Correspondant LO**

## Auchan : patron tout court

Le nouveau patron d'Auchan International, Regis Degelcke, a donné sa première interview dans un salon local avec des agriculteurs et des représentants de PME de l'agroalimentaire. S'inventant une proximité avec les paysans, Degelcke dit : « Je suis petit-fils d'agriculteur, je sais ce que c'est de nourrir, de traire les vaches ». Un peu comme Macron qui s'attaquant aux travailleurs de la SNCF répète qu'il est petit-fils de cheminot.

Avec le culot dont les patrons ont le secret, Degelcke ajoute qu'il « faut que tout le monde puisse vivre de son travail en France », passant sous silence les bas salaires à Auchan et les prix bas imposés aux paysans. Et pour finir cet exercice médiatique, le patron d'Auchan s'affirme proche des goûts des consommateurs en disant : « Nous aussi on sait faire des circuits courts ».

De la bouche d'un patron, il faut comprendre : le plus court chemin vers la caisse.

**Arthur Bouvier**

### Je participe... ils profitent

Pour les embauchés Auchan, le taux de participation a encore baissé cette année à 2,39 %. Il était en 2010 de 9,92 %.

Quand la participation baisse, c'est une partie du salaire qui s'envole pour gonfler les profits de la famille Mulliez. Cet argent, pour les salariés, est un dû.

**Bulletin Lutte ouvrière Centre commercial Bel Est**

### Soyons direct

Auchan a décidé de regrouper ses différents sites de e-commerce dans Auchan Direct. Tout en engageant un « plan social », ce qui en langage patronal signifie supprimer des emplois.

Fusionner ces sites de commerce en ligne, c'est le problème d'Auchan. Garantir à chaque salarié son emploi, c'est le problème de tous les travailleurs. Et c'est vital.



## Capso – Saint-Omer : nouvelle grève des éboueurs



Le piquet des agents de Capso.

Après la première journée de grève du 22 mars, les éboueurs de la communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer (Capso) ont décidé à nouveau de se mobiliser. Ils se sont retrouvés le lundi 16 avril au soir pour préparer un nouveau piquet de grève qui a finalement duré jusqu'au mercredi 18 avril.

Ils se sont mis en grève parce que la direction de la Capso voulait leur retirer cinq jours et demi de repos et augmenter le temps de travail quotidien, en prenant prétexte d'un rapport de la Cour des comptes. Selon elle, ils ne travailleraient pas assez dans l'année et cela serait illégal, rien que ça ! La maire d'Arques, Caroline Saudemont (membre

de la famille Durand, les anciens actionnaires majoritaires de la cristallerie d'Arques), a même déclaré qu'il fallait « revenir sur les acquis qui ont amené à la gabegie ».

Ce mouvement de grève, une première à la Capso, a aussi été l'occasion pour les travailleurs d'exprimer leur colère. Et les raisons ne manquent pas : non-respect des règles d'hygiène

et de sécurité ; généralisation des contrats précaires ; harcèlement par certains chefs ; prime de risque s'élevant à 12 euros par mois ; salaires qui ne dépassent pas les 1500 euros, etc.

Lors de la grève des 17 et 18 avril, la direction a de nouveau cherché à casser la grève. Cette fois-ci, elle a loué les services d'une entreprise privée, avec des travailleurs sans équipements de sécurité. Elle a aussi accusé les travailleurs de mentir quand ils déclaraient qu'ils gagnaient moins de 1200 euros par mois. Mais la fiche de paie remise à la presse

ne ment pas, elle !

Face à cette direction de fiers-à-bras, les travailleurs ne se sont pas laissés démonter. Ils ont tenu leur piquet de grève deux jours de suite. Ils ont aussi diffusé un tract sur la zone industrielle de l'usine d'Arc International et au marché. Ils ont aussi été rejoints par des travailleuses du service petite enfance de la Capso. De ce fait, la crèche d'Éperlecques est restée fermée ces jours-là.

Finalement, face à la détermination des travailleurs et aux poubelles qui s'accumulaient sur les trottoirs, la direction a ravalé une partie de son arrogance.

Cette troisième journée de grève s'est soldée, pour le moment, par la limitation des attaques contre leurs conditions de travail : les travailleurs ne perdraient que deux jours de repos contre les cinq et demi que la direction voulait leur enlever.

Les travailleurs ont fait la démonstration qu'en faisant grève ils pouvaient faire reculer la direction. Depuis la reprise du travail, l'ambiance a changé grâce à la grève. Les chefs se font discrets pour le moment et les liens de solidarité se sont affirmés entre collègues.

Correspondant LO

## RATP – Bodyguard : scandale de la sous-traitance



Dépôt de la Croix-Nivert – Paris 15<sup>e</sup>.

Le 16 avril, les 430 employés de sécurité-gardiennage de l'entreprise Bodyguard ont reçu un SMS ou un mail leur demandant de cesser toute activité. Ils n'ont pas été payés et ne savent pas ce qu'ils vont devenir.

Beaucoup gardiennent les sites de la RATP, mais aussi de la ville de Paris et des hôpitaux. Dans plusieurs dépôts de bus, les militants CGT ont appris cette situation et ont organisé un premier rassemblement au dépôt de bus de la Croix-Nivert, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

C'est d'abord un état de choc pour les travailleurs de Bodyguard, qui sont sur les sites depuis quinze ans parfois et travaillaient pour d'autres sociétés avant d'être repris par Bodyguard, dans le cadre des marchés de la sécurité mis en appel d'offres par la RATP.

Cette dernière, après le scandale du chantier de rénovation du RER A, où des salariés d'un sous-traitant n'étaient plus payés depuis des mois, a une fois de plus usé d'un système qui repose sur l'exploitation et l'escroquerie des travailleurs. En 2015, le patron de Bodyguard avait été condamné à six

mois d'emprisonnement avec sursis, 150 000 euros d'amende et la saisie de plusieurs véhicules de luxe. Il s'avère que Bodyguard pratique aussi la sous-traitance en cascade, via quatorze contrats de sous-traitance dans la sécurité, représentant 1 000 salariés.

Ce sont autant de travailleurs dans l'incertitude et sous la menace du chômage. La RATP avait prévu de passer le marché du gardiennage à une nouvelle société en juillet. Se pose donc dès maintenant le problème de la reprise des travailleurs de Bodyguard avec maintien de l'ancienneté. La RATP, dont la responsabilité est totale, peut régler tout cela et doit le faire. D'ailleurs, à une époque, les gardiens de site RATP étaient des agents de la RATP.

Pas question qu'un seul travailleur de Bodyguard se retrouve au chômage !

Correspondant LO

## Versailles : c'est pas la vie de château !

Jeudi 19 avril, les agents du château de Versailles étaient en grève, à l'appel de plusieurs syndicats.

Versailles, c'est plusieurs centaines d'agents, dépendant du ministère de la Culture, qui surveillent, entretiennent et font vivre le château, le musée et les jardins : gardiens, magasiniers, jardiniers, agents de sécurité, pompiers, agents administratifs, artisans d'art, intermittents du spectacle.

Au château, comme dans tous les services publics, la colère s'accumule depuis des années : non-remplacement des départs en retraite, recours aux CDD et contrats précaires. On compte aujourd'hui 150 contractuels et 100 à 300 agents saisonniers ou occasionnels pour 600 fonctionnaires titulaires. Comme dans de nombreux secteurs de la fonction publique, les salaires sont très faibles : un agent de

catégorie C commence avec à peine plus de 1200 euros net. Dans les métiers d'art, beaucoup d'agents font leur métier avec passion, et la direction en profite pour leur en demander toujours plus avec moins de moyens.

Les réorganisations se succèdent, imposées par en haut, et accentuent la désorganisation. Aux agents, on met la pression pour faire des économies de bouts de chandelle mais, sur certains postes, l'argent coule à flots. Les rénovations sont faites par des architectes à la mode, qui prennent fort cher pour des résultats pas toujours heureux, malgré les avertissements des agents. Ainsi, un magnifique parquet en métal... glissant et conducteur ! Dans un lieu qui accueille des milliers de visiteurs chaque année, les

agents se demandent comment ils vont bien pouvoir utiliser un défibrillateur sur ce carrelage ! Mais la direction ne voit pas le problème... Les Amis du musée, ces riches mécènes qui se font un coup de pub tout en baissant leurs impôts, sont gratifiés de spectacles privés plusieurs fois par an, aux frais de la princesse bien sûr !

À la suite d'une assemblée générale nombreuse et dynamique, les agents ont voté la grève et la fermeture du château. Les touristes massés devant les grilles donnaient une certaine ambiance dans ce haut lieu de la monarchie, mais aussi de la Révolution française ! Les blagues fusaient d'ailleurs sur le thème : « *Macron se prend pour le roi Soleil* », « *Ils ne nous auront pas en nous lançant des miettes de brioche* ».

Correspondant LO



## Logifare – Moselle : en grève

Depuis jeudi 19 avril, près de 70 % des 164 salariés de l'entreprise de logistique Logifare sont en grève. Ils paralysent l'activité de ce site spécialisé dans la préparation de commandes et la gestion de stocks pour de gros sites industriels de la région, comme celui de Total-Carling.

Le ras-le-bol des mauvaises conditions de travail a fait déborder le vase, en particulier les modifications incessantes des horaires de travail qui tombent sans prévenir. À ces revendications se sont greffées des revendications salariales,

les grévistes revendiquant 5 % d'augmentation en vue des négociations annuelles qui commençaient mardi 24 avril.

Cette entreprise est une filiale du géant belge Katoen Natie, spécialisé dans les activités portuaires et

logistiques, qui emploie 13000 personnes de par le monde. Son patron milliardaire, Fernand Huts, fait partie des dix plus grandes fortunes de Belgique et a perçu plus de 600 millions de dividendes ces dernières années. Il a récemment défrayé la chronique pour sa fâcheuse tendance à dissimuler son argent au Luxembourg comme dans de nombreux paradis fiscaux, sans oublier d'en placer une partie dans les œuvres d'art dont il raffole,

à l'image de ce modeste dessin du peintre Rubens racheté 670000 euros en 2016.

En toute modestie, c'est à travers la « bible de la compagnie » qu'il exprime sa motivation, sa philosophie, sa culture en ces termes : « Notre entreprise a pour vocation de créer de la plus-value et rapporter du profit, une mission basique et très simple. J'espère que tout le monde dans l'entreprise prendra plaisir à appliquer ces idées. »

Ce n'est visiblement pas

le cas des salariés de Logifare, qui rejettent l'arrogance et les méthodes de ce patron de choc, sans se laisser non plus intimider par la direction locale, qui a délivré par voie d'huisier 19 assignations à comparaître devant le tribunal de Sarreguemines, suite au blocage actuel du site. Jusqu'à présent, la grève se maintient et le mouvement est reconduit chaque jour.

**Correspondant LO**

## Neuhauser – Moselle : coup de colère

À l'initiative de la CGT de l'usine, les salariés de la boulangerie industrielle Neuhauser avaient prévu de se mettre en grève le jeudi 19 avril, dans le cadre de la journée de mobilisation interprofessionnelle : l'occasion pour eux de protester contre les mauvaises conditions de travail et les bas salaires.

Mais, en début de semaine, l'annonce par la direction de la suppression de postes, notamment ceux des intérimaires, a mis le feu aux poudres et déclenché la grève dès le lundi soir.

Cette nouvelle menace est d'autant moins passée qu'elle fait suite à un premier plan social imposé en 2017 par le groupe Soufflet, propriétaire de Neuhauser : un groupe riche à millions qui appartient à la famille Soufflet dont la fortune

personnelle a augmenté de 300 millions d'euros d'après le magazine *Challenges*.

Il n'en fallait pas plus pour que plus de la moitié des 550 salariés de l'usine se mettent en grève, organisant piquet et assemblée générale devant l'usine. La direction, qui avait anticipé la grève du 19 avril en mettant en congés forcés une partie des salariés non-grévistes, a été prise de court par cette réaction spontanée dès le 16 avril.

Elle a bien essayé de briser la grève en envoyant en référé le représentant CGT au tribunal de Sarreguemines ainsi que quinze salariés le mardi 17 avril, mais cela n'a pas marché et la grève s'est finie le 20 avril en poste du matin. Après quatre jours de grève et de production perdue pour elle, la direction a été contrainte de reculer. Le directeur de l'usine a même été convié à venir s'expliquer devant l'ensemble des salariés mobilisés, ce qu'il n'a pas du tout apprécié.

Les salariés ont finalement décidé collectivement de reprendre le travail après que la direction s'est engagée à ce qu'aucun poste ne soit supprimé, que des

négociations aient lieu sur les conditions de travail, et qu'une nouvelle grille de salaire soit mise en place et respectée. Ces négociations

devaient commencer dès le lundi 23 avril, sous l'œil avisé des salariés prêts à se remobiliser.

**Correspondant LO**



Le piquet de grève.

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte Ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an.

Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière,

En les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

### Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Pour les malvoyants**

www.lutte-ouvriere-audio.org



# Groupe Bolloré : un écueil dans la conquête des ports ?

Vincent Bolloré, patron de l'empire du même nom, ami des politiciens de France et d'Afrique, a été placé en garde-à-vue mardi 25 avril pour des soupçons de corruption.

Le groupe Bolloré maintient une présence active et intéressée dans 49 pays d'Afrique, au détour d'activités portuaires et ferroviaires, mais aussi par ses parts dans Socfin qui gère des centaines de milliers d'hectares de plantations de palmiers à huile et d'hévéas. Les enquêteurs soupçonnent Bolloré d'avoir pris en charge les dépenses électorales de deux présidents africains, au Togo et

en Guinée, et d'avoir bénéficié en retour de conditions privilégiées par rapport à ses concurrents.

Ainsi, le président guinéen Alpha Condé, soutenu dans sa campagne par le groupe de communication Havas, contrôlé par Bolloré, avait été élu en toute légalité en novembre 2010, et c'est tout aussi légalement qu'il avait résilié quatre mois plus tard la convention de concession du terminal

à conteneurs de Conakry, octroyée deux ans auparavant – pour 25 ans – à la filiale d'un empire concurrent. Une fois sa filiale mise à la porte *manu militari*, le concurrent, NCT Necotrans, a vu fondre ses affaires et reprendre opportunément ses activités par Bolloré.

Au Togo, juste après la réélection du président Gnassingbé, c'est – quelle surprise ! – le groupe Bolloré qui a remporté la concession du terminal à conteneurs du port de Lomé. Là aussi, le concurrent, la société espagnole Progosa a contesté, mais depuis son ancien PDG a maille à partir avec la justice madrilène.

Prompt à arriver à bons ports, attaché à l'information au point d'acquiescer de multiples médias et soucieux de son image quand les portraits sont un peu trop détaillés, le milliardaire est à présent sur la sellette. Et cette fois-ci il ne parviendra pas à éviter qu'un coin du voile soit levé sur ses méthodes et l'origine des profits tirés de son empire africain.

Viviane Lafont



Port de Conakry.

## Malte : les mafieux et leurs complices

Il y a six mois était assassinée sur l'île de Malte Daphne Caruana Galizia, une journaliste enquêtant sur les affaires de corruption, de blanchiment d'argent sale et d'évasion fiscale. Elle est morte brûlée vive au volant de sa voiture suite à l'explosion d'une bombe déclenchée à distance. Depuis, plusieurs journalistes de médias européens et américains ont pris le relais sur ses enquêtes.

En 2013, le gouvernement maltais a lancé un programme d'accès à la nationalité contre achat de biens immobiliers et en échange de grosses sommes versées à l'État. Cette vente de passeports, qui se pratique également dans d'autres paradis fiscaux, a offert à tous les riches de la terre un accès rapide et facile à la citoyenneté européenne et aux possibilités de déplacement et d'investissement qu'elle permet. Selon un avocat spécialiste de la « citoyenneté par l'investissement », c'est devenu « le programme le plus propre et le plus transparent de tous les programmes » – comprenez

celui qui blanchit le mieux.

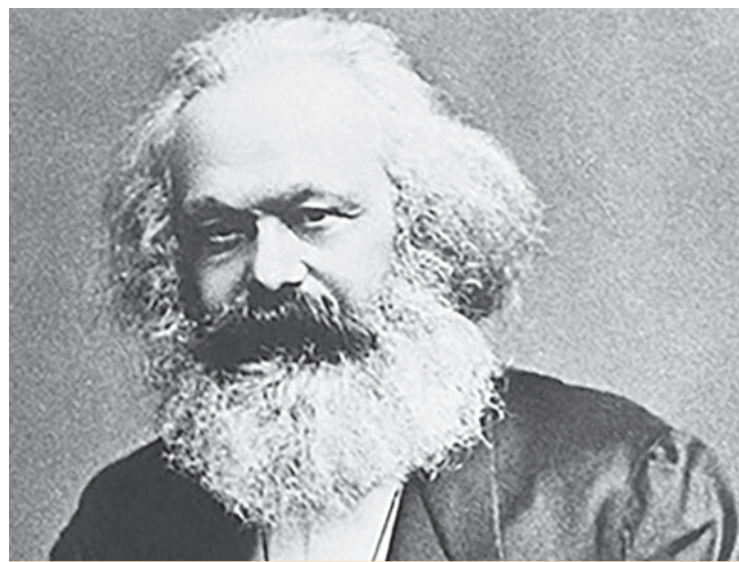
Des milliardaires russes, orientaux ou américains se sont précipités pour devenir citoyen maltais en échange d'un million d'euros, paraît-il. Même des financiers européens ont cherché à obtenir la nationalité maltaise sans que les journalistes enquêteurs n'aient vraiment compris pourquoi, vu qu'ils ont déjà un passeport européen. Mais les voies de la finance ne sont jamais complètement pénétrables.

La collusion entre ces milieux d'affaire et le gouvernement maltais est une évidence. Et il est de plus en plus avéré que des membres du gouvernement seraient

mouillés dans l'assassinat de la journaliste. Mais rien ne pourrait se faire sans la complicité des grands États européens.

Cela fait des années que Malte est un paradis fiscal européen qui permet à des entreprises comme Renault, PSA ou Auchan de profiter du très bas taux d'imposition sur les bénéfices de 5%. Plus de 53 000 sociétés sont immatriculées à Malte alors qu'il n'y a que 440 000 habitants. Les grands États européens et leurs institutions prétendent lutter contre les paradis fiscaux, mais en réalité ils les protègent. Face à l'évasion fiscale de la bourgeoisie, les grands États savent très bien se rattraper en faisant payer leur population. Quant à la population de ces prétendus paradis, elle doit vivre sous la coupe des gangsters de la finance dont l'assassinat de la journaliste maltaise illustre les méthodes.

Pierre Royan



## Bicentenaire de la naissance de Karl Marx : l'avenir appartient au communisme

À lire les magazines et numéros spéciaux, Karl Marx ferait son retour deux cents ans après sa naissance. Qualifié aujourd'hui d'« irréductible » (*Le Monde*, hors série), « incontournable » (*Alternatives économiques*), « coup de jeune » (*L'Humanité*), le vieux révolutionnaire fut pourtant ignoré et plus souvent encore calomnié de son vivant par la presse conformiste.

La vie de Marx est désormais racontée dans le détail, placée comme le veut la vérité historique sous le signe de l'engagement militant, de la foi révolutionnaire et d'un travail de chaque instant pour donner des armes politiques aux travailleurs. Ses idées sont exposées et discutées. Son amitié avec Engels, compagnon de combat de toute une vie, sa famille, maintes fois bouleversée par les nécessités révolutionnaires, sont décrites sans mensonges et assorties d'une iconographie soignée. Ses œuvres sont même citées assez longuement pour que le lecteur ait un aperçu de quelques-unes de ses idées. La question de l'actualité de Marx est une nouvelle fois posée par les commentateurs. Les réponses sont variées et dépendent naturellement de celui qui répond.

Alors, que demander de plus à ces commémorations de la presse bourgeoise et des universitaires classés à gauche ? Rien, en fait, car la société en place et les intellectuels à son service sont incapables de saisir et encore moins d'exprimer l'apport essentiel de Marx au mouvement ouvrier.

Pour décrire cet apport, Rosa Luxemburg, militante révolutionnaire et disciple de Marx, écrivait en 1903 qu'il avait donné « l'explication scientifique des bases objectives de la révolution socialiste ». Les tendances naturelles de la société moderne, la socialisation de

plus en plus poussée et internationale de la production, la concentration de la propriété en un nombre décroissant de mains, l'augmentation constante du nombre de prolétaires sur la planète, conduisent inéluctablement à l'expropriation des capitalistes et à la construction d'une société communiste. C'est cette conviction, étayée par la démonstration de Marx, confirmée par l'histoire mondiale des cent cinquante dernières années, qui guide l'activité des marxistes, c'est-à-dire des militants révolutionnaires du mouvement ouvrier. C'est elle, souvent synthétisée dans l'expression « avoir confiance dans la classe ouvrière » qui a donné à Lénine et au parti bolchevique l'audace nécessaire en octobre 1917. C'est cette idée, passion révolutionnaire et démonstration scientifique mêlées, qui a fait écrire à Rosa Luxemburg, la veille de son exécution en janvier 1919, « demain la révolution se lèvera avec fracas » en affirmant « j'étais, je suis, je serai ». C'est cette conviction même qui faisait écrire à Trotsky, au soir de sa vie, exilé et pourchassé par les tueurs de Staline, « je mourrai avec une foi inébranlée dans l'avenir communiste ». C'est ce programme, le cœur de l'œuvre de Marx, qu'il s'agit aujourd'hui de perpétuer dans la classe ouvrière et de transmettre aux nouvelles générations.

Paul Galois